

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 11/09/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 27/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES SABLES DE BREVANNES

Les Lavières
89310 Annay-sur-Serein

Références : / 240435
Code AIOT : 0003300091

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement LES SABLES DE BREVANNES implanté Les Lavières 89310 Annay-sur-Serein.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES SABLES DE BREVANNES
- Les Lavières 89310 Annay-sur-Serein
- Code AIOT : 0003300091 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière "Les Sables de Brévannes" extrait du calcaire destiné à la fabrication de ciment.

Attributs de l'inspection :

Risques chroniques (*Air, Bruits et vibrations, Déchets, Eau de surface, Eaux souterraines*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques chroniques
- déclaration GEREP
- bornage et plan de situation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 4 | Consignes d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 Mois |
| 11 | Phasage | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.5.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 Mois |
| 19 | AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 9.2.1 | Demande d'action corrective | 1 Mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 1.2.2 | |
| 2 | Périmètre d'éloignement | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 1.5 | |
| 3 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 1.6.4 | |
| 5 | Surveillance | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.1.3 | |
| 6 | Période de fonctionnement | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.1.4 | |
| 7 | Bornage | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.3.2 | |
| 8 | Clôture et barrières | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.3.3 | |
| 9 | Méthodes d'extraction | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.4.4.1 | |
| 10 | CONTROLES PAR DES ORGANISMES EXTERIEURS | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.4.7 | |
| 12 | Environnement | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.8.1 | |
| 13 | Environnement | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 3.1.4 | |

| | | | |
|----|--|---|--|
| 14 | ravitaillement des engins | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.2.2.1 | |
| 15 | ENTRETIEN ET VIDANGE DU SEPARATEUR D'HYDROCARBURES | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.2.1.2 | |
| 16 | VALEUR LIMITE DE REJET DES EAUX PLUVIALES | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.2.1.3 | |
| 17 | INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 7.3 | |
| 18 | déversement accidentel | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 7.3.5 | |
| 20 | AUTOSURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 9.2.2.1 | |
| 21 | AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 9.2.3 | |


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est bien tenue, propre, les déclarations sont faites.


Les consignes de sécurité doivent être formalisées.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 1.2.2 |
| Thème(s) : Situation administrative - MATÉRIAUX EXTRAITS, QUANTITÉS AUTORISÉES ET CAPACITÉ DE PRODUCTION |
| Prescription contrôlée : ...les matériaux extraits sont des dépôts calcaires en plaquettes et en pierre massives. Le tonnage total de matériaux à extraire est de 1 886 700 tonnes. La quantité maximale de matériaux de la carrière est de 200 000 tonnes/an au maximum, avec une production moyenne autorisée de 130 000 tonnes/an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté. La cote minimale d'extraction est de 252 m NGF. L'épaisseur maximale d'extraction est de 20 mètres. |
| Constats : Les déclarations sont faites sur GEREP pour les années 2021, 2022 et 2023. Les quantités extraites sont : 2023 : 55 000 tonnes 2022 : 71 000 tonnes 2021 : 46 000 tonnes Les quantités de stériles en 2023 sont importantes du fait du traitement d'une couche importante de découvertes souillées de différents déchets (gainages, pneumatiques) laissés par l'exploitant précédent. La cote minimale (plan de situation janvier 2024) est de 260,40 mètres NGF. Un géomètre intervient chaque année pour actualiser les plans de situation. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 2 : Périmètre d'éloignement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 1.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels - PERIMETRE D'ELOIGNEMENT |
| Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. |
| Constats : Les limites d'exploitation à 10 mètres ont pu être observées lors de la visite et sont matérialisées par des tiges métalliques plantées dans le sol. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 3 : Garanties financières

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 1.6.4 |
| Thème(s) : Situation administrative - RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES |
| Prescription contrôlée : Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins six mois avant la date d'échéance du document prévue à l'article 1.6.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012. |
| Constats : Un acte de cautionnement a été actualisé le 28/03/2023 avec la société Atradius à compter du 01/10/2023. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 4 : Consignes d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.1.2 |
| Thème(s) : Autre - CONSIGNES D'EXPLOITATION |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté. |
| Constats : L'exploitant dispose de fiches sur la prévention (document unique, fiche EPI, sensibilisation, protocole de sécurité), mais pas de consigne d'exploitation au sens de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 18/06/2018. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place des consignes d'exploitation. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 Mois |


N° 5 : Surveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.1.3 |
| Thème(s) : Autre - SURVEILLANCE |
| Prescription contrôlée : L'exploitation de chaque installation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence. |
| Constats : Le responsable d'exploitation est Monsieur RIBOULET. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 6 : Période de fonctionnement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.1.4 |
| Thème(s) : Autre - PÉRIODE DE FONCTIONNEMENT |
| Prescription contrôlée : Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 8 h 00 à 17 h 30 en période d'hiver et de 7 h 30 à 18 h 00 en période estivale, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés. |
| Constats : Les horaires de la carrière sont de 8 h 00 à 12 h 00 et 13 h 00 à 17 h 00. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 7 : Bornage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.3.2 |
| Thème(s) : Autre - BORNAGE |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.</p> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>A l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres [ou plus selon les cas] des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La visite a permis de constater la présence de bornes délimitant le périmètre de l'autorisation ainsi qu'une série de piquetages qui délimitent la zone d'arrêt des travaux d'extraction.</p> <p>Le plan de bornage a été présenté.</p> |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 8 : Clôture et barrières

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels - CLÔTURE ET BARRIÈRES |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès. ...</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le périmètre de la carrière est délimité soit :</p> <ul style="list-style-type: none">• sur les limites ouest et nord, la forêt forme un rideau difficilement franchissable,• au voisinage des terrains exploités, par un grillage avec des panneaux de danger et l'interdiction d'accès,• un portail d'entrée principal au sud,• un portail d'accès au nord fermé. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 9 : Méthodes d'extraction

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.4.4.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques - EXTRACTION EN GRADINS |
| Prescription contrôlée : L'extraction est menée sur 2 fronts, elle a lieu à une profondeur maximale de 20 m par rapport au niveau naturel des terrains. Les 2 fronts sont séparés par une banquette d'une largeur minimale de 10 m. |
| Constats : L'extraction a lieu sur 2 fronts perpendiculaires séparés par une banquette de 10 mètres. La profondeur maximale est de 15 mètres. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 10 : CONTROLES PAR DES ORGANISMES EXTERIEURS

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.4.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques - CONTROLES PAR DES ORGANISMES EXTERIEURS |
| Prescription contrôlée : ... Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers notamment sur: - les engins de chantier, - les poussières. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site. |
| Constats : Les engins de chantier (2 pelles et 2 chargeurs) ont suivi une visite périodique le 12/03/2024 (attestations fournies). Pour les poussières, cf point 20. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 11 : Phasage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 2.5.1 |
| Thème(s) : Autre - PHASAGE |
| Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 5 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf. annexe) et conformément au tableau suivant: voir tableau art. 2.5.1 de l'AP. L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés. |
| Constats : L'exploitant est en cours de finalisation de la remise en état des phases annuelles 1 et 2 (selon annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 18/06/2018). Le régallement du terrain est en cours avec une cote supérieure à celle prévue du fait de l'importante quantité de stériles laissés par l'exploitant précédent. L'extraction est en phase annuelle 3 le jour de l'inspection (selon l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 18/06/2018). Ces phases annuelles correspondent à la fin de la phase d'exploitation n°1 de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 18/06/2018, avec un retard de quelques mois sur le calendrier administratif. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à respecter le calendrier d'exploitation. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 Mois |


N° 12 : Environnement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article .2.8.1 |
| Thème(s) : Autre - PROPRETÉ |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. L'exploitant prend également les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues... Des dispositifs d'arrosage et de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin. |
| Constats : Les bâtiments et installations sont maintenus en bon état de propreté. Le site ne dispose pas d'eau. Seules les eaux de pluie de toiture sont collectées pour alimenter un robinet d'eau. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 13 : Environnement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article .3.1.4 |
| Thème(s) : Autre - VOIES DE CIRCULATION |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, - la vitesse de circulation des camions et engins est limitée, - les véhicules sont conformes aux normes réglementaires de construction, - les chemins et voies d'accès sont régulièrement entretenus, - un système d'arrosage des pistes est mise en place en période sèche, sauf si la commune est couverte par un arrêté préfectoral relatif à la sécheresse, - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin, - les surfaces où cela est possible sont engazonnées, - des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. |
| Constats : La piste d'accès est en gravier. Aucun système d'arrosage n'est prévu. Les derniers 30 mètres de la piste débouchant sur le carrefour de la route communale sont en enrobé. Un nettoyage à la laveuse en sous traitance est effectué au besoin : aucun en 2024 et 2023. Le trafic dû à la carrière est de 7 camions/jour. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 14 : ravitaillement des engins

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.2.2.1 |
| Thème(s) : Autre - AIRE ETANCHE POUR L'APPROVISIONNEMENT DES ENGINS ET LEUR STATIONNEMENT |
| Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien courant des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche dimensionnée au regard des besoins du site et entourée par un caniveau (ou en pointe de diamant) relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectés doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/l. Le gros entretien des engins se fera hors site. |
| Constats : Le remplissage des engins est fait par un sous-traitant, en bord à bord. L'aire de ravitaillement est imperméabilisée et reliée à un séparateur d'hydrocarbures. Les huiles sont stockées sur des bacs de rétention, et d'AD Blue dans une cuve à double parois. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 15 : ENTRETIEN ET VIDANGE DU SEPARATEUR D'HYDROCARBURES

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.2.1.2 |
| Thème(s) : Produits chimiques - ENTRETIEN ET VIDANGE DU SEPARATEUR D'HYDROCARBURES |
| Prescription contrôlée : Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien. |
| Constats : Le séparateur d'hydrocarbures est vidangé tous les ans. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 16 : VALEUR LIMITE DE REJET DES EAUX PLUVIALES

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.2.1.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques - VALEUR LIMITE DE REJET DES EAUX PLUVIALES |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci dessous définies: MES: 35 mg/l DCO: 125 mg/l HCT: 5 mg/l ... Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30° C. ... |
| Constats : Les mesures des eaux a été faites en 04/04/2023 et sont dans les limites de l'arrêté préfectoral : pH 6.4, 21° C MES : < 2 mg/l DCO : < 5 mg/l HCT : 0.02 mg/l |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 17 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 7.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques - INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE |
| Prescription contrôlée : ... Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. |
| Constats : La dernière vérification électrique est du 18/07/2024. L'ensemble des non-conformités a été levé et tracé par l'exploitant |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 18 : déversement accidentel

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 7.3.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques - KIT DE PREMIÈRE INTERVENTION |
| Prescription contrôlée : Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé. |
| Constats : L'exploitant dispose de kit de première intervention en cas de déversement accidentel en réserve et dans les engins. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 19 : AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 9.2.1 |
| Thème(s) : Produits chimiques - AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES |
| Prescription contrôlée : Un réseau approprié de retombée des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière. Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 2, sont disposés et exploités en accord avec l'inspection des installations classées. Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées: <ul style="list-style-type: none">- une fois par mois durant les trois mois d'été,- une fois par trimestre en dehors de la période estivale. Les résultats de mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : 4 campagnes trimestrielles de surveillance des rejets atmosphériques a lieu par an et déclarées sur GEREPE. Les campagnes mensuelles des 3 mois d'été n'ont pas eu lieu. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 Mois |

N° 20 : AUTOSURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 9.2.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques - AUTOSURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX |
| Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser annuellement en sortie de décanteur/déshuileur prévu à l'article 4.2.1.2 des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel, suite à un épisode pluvieux significatif (au moins 10 mm de pluie). ... |
| Constats : cf point 16 |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 21 : AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 9.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques - AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES |
| Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores en limite de propriété et dans la zone d'émergence réglementée la plus proche est effectué aux frais de l'exploitant par un organisme compétent : <ul style="list-style-type: none">- dans les 3 mois qui suivent la mise en service des installations puis tous les ans,- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures devient triannuelle,... |
| Constats : L'exploitant déclare sur GEREP que des études ont été faites en 2020 et 2021 avec des résultats conformes. La prochaine étude aura lieu début septembre 2024. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les résultats de cette étude à l'inspection des installations classées. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |